



PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL

1-1a : Contexte et présentation

Communauté d'Agglomération Riom Limagne et Volcans

Approuvé le 7 Mars 2023

SOMMAIRE

1 RIOM LIMAGNE ET VOLCANS AU SEIN DU GRAND TERRITOIRE 5

1.1 Situation administrative 5

1.1.1 La nouvelle région Auvergne Rhône-Alpes 5

1.1.2 Riom Limagne et Volcans au cœur du Puy-de-Dôme 6

1.2 Organisation intercommunale..... 7

1.2.1 La Communauté d'Agglomération dans le Grand Clermont 7

1.2.2 Les communes de Riom Limagne et Volcans 8

2 CONTEXTE LÉGISLATIF ET RÈGLEMENTAIRE 9

2.1 Contexte législatif national..... 10

2.1.1 La loi Montagne 10

2.1.2 La loi Solidarité et Renouvellement urbain 10

2.1.3 Les lois Grenelle I et II 11

2.1.4 La loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové 12

2.1.5 La loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République 12

2.1.6 La recodification du Livre 1^{er} du code de l'urbanisme 12

2.1.7 La loi portant Évolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique 13

2.1.8 La loi Biodiversité 13

2.1.9 La loi d'Orientations des Mobilités 13

2.1.10 La loi Climat et Résilience 13

2.2 Les plans et programmes de portée supra-territoriale 15

2.2.1 Le rapport de compatibilité 15

2.2.2 Le rapport de prise en compte 18

3 L'ÉLABORATION DU PLUI..... 19

3.1 La procédure d'élaboration.....19

3.2 La composition du dossier de PLUI.....19

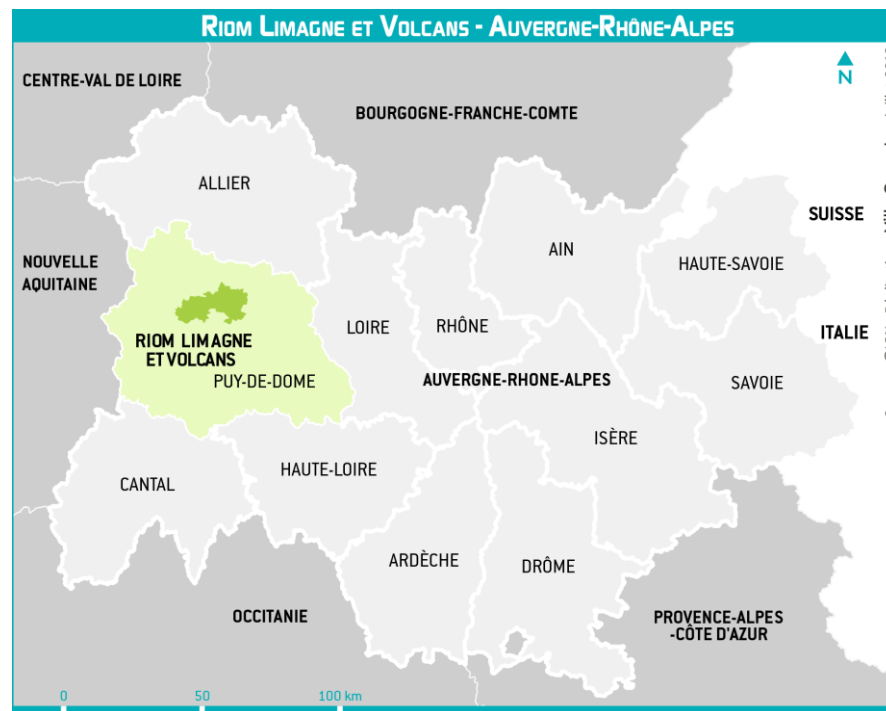
1 RIOM LIMAGNE ET VOLCANS AU SEIN DU GRAND TERRITOIRE

1.1 Situation administrative

1.1.1 La nouvelle région Auvergne Rhône-Alpes

Riom Limagne et Volcans appartient à la nouvelle région Auvergne Rhône-Alpes, issue de la réforme territoriale de 2014 et de la fusion de la région Auvergne et de la région Rhône-Alpes. **Cette réforme a conforté le statut de capitale régionale de Lyon au détriment de Clermont-Ferrand.** La préfecture du Puy-de-Dôme a de ce fait perdu son statut régional ainsi que ses fonctions administratives.

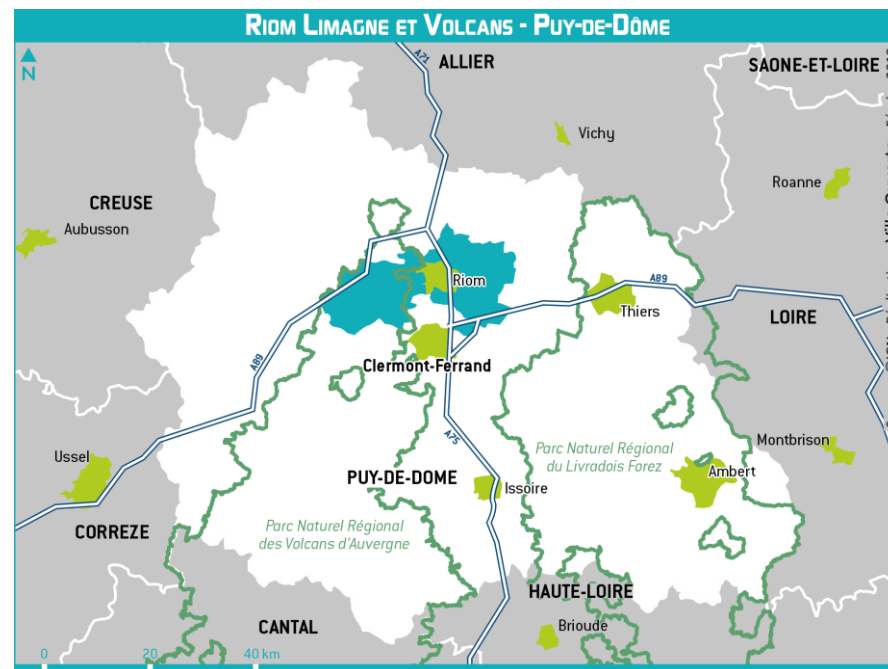
Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET), en cours d'élaboration, fixe l'ambition de **créer un trait d'union entre l'Auvergne, le Rhône et les Alpes** pour unifier la région. Le défi est également de faire rayonner ce nouveau territoire en tant que leader français et européen dans de nombreux domaines : industrie, tourisme, patrimoine, agriculture, cadre de vie.



1.1.2 Riom Limagne et Volcans au cœur du Puy-de-Dôme

Situé sur la frange ouest de la région et au cœur du département, Riom Limagne et Volcans se positionne comme la porte d'entrée nord du parc naturel régional des Volcans d'Auvergne. La Communauté d'Agglomération est située aux portes de la ville de Clermont-Ferrand dont l'accès est facilité par l'autoroute A89 et la liaison ferrée.

Le territoire s'étend sur 401 km² et compte 66 264 habitants en 2015 (et 69 363 habitants en 2020). Riom Limagne et Volcans se caractérise par des contrastes territoriaux forts qui constituent l'identité du territoire en offrant une variété de paysages naturels et urbains très riches.



1.2 Organisation intercommunale

1.2.1 La Communauté d'Agglomération dans le Grand Clermont

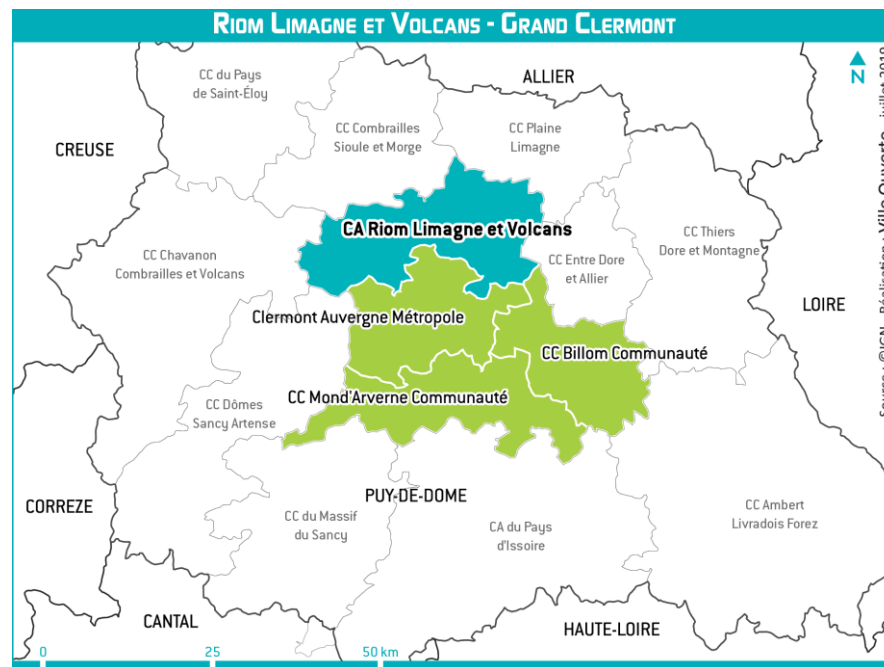
Le Pôle d'équilibre territorial et rural (PETR) est la structure de gouvernance du **Grand Clermont**, établissement public notamment en charge du **Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT)**. Ce document de planification stratégique, approuvé en 2011, couvre le territoire de Riom Limagne et Volcans.

Avant 2017, le Grand Clermont se divisait en 10 EPCI (établissements publics de coopération intercommunale) : 1 communauté d'agglomération (EPCI de plus de 50 000 habitants) et 10 communautés de communes, dont Riom Communauté, Volvic Sources et Volcans et Limagne d'Ennezat.

Ces trois communautés de communes ont fusionné le 1^{er} janvier 2017 pour former la Communauté d'Agglomération Riom Limagne et Volcans, deuxième territoire du Grand Clermont, après la Métropole de Clermont, en termes de population et en termes d'emploi.

Par ailleurs, **les réformes engagées par les lois ALUR en 2013 et NOTRE en 2014** ont eu deux conséquences principales directes sur la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal :

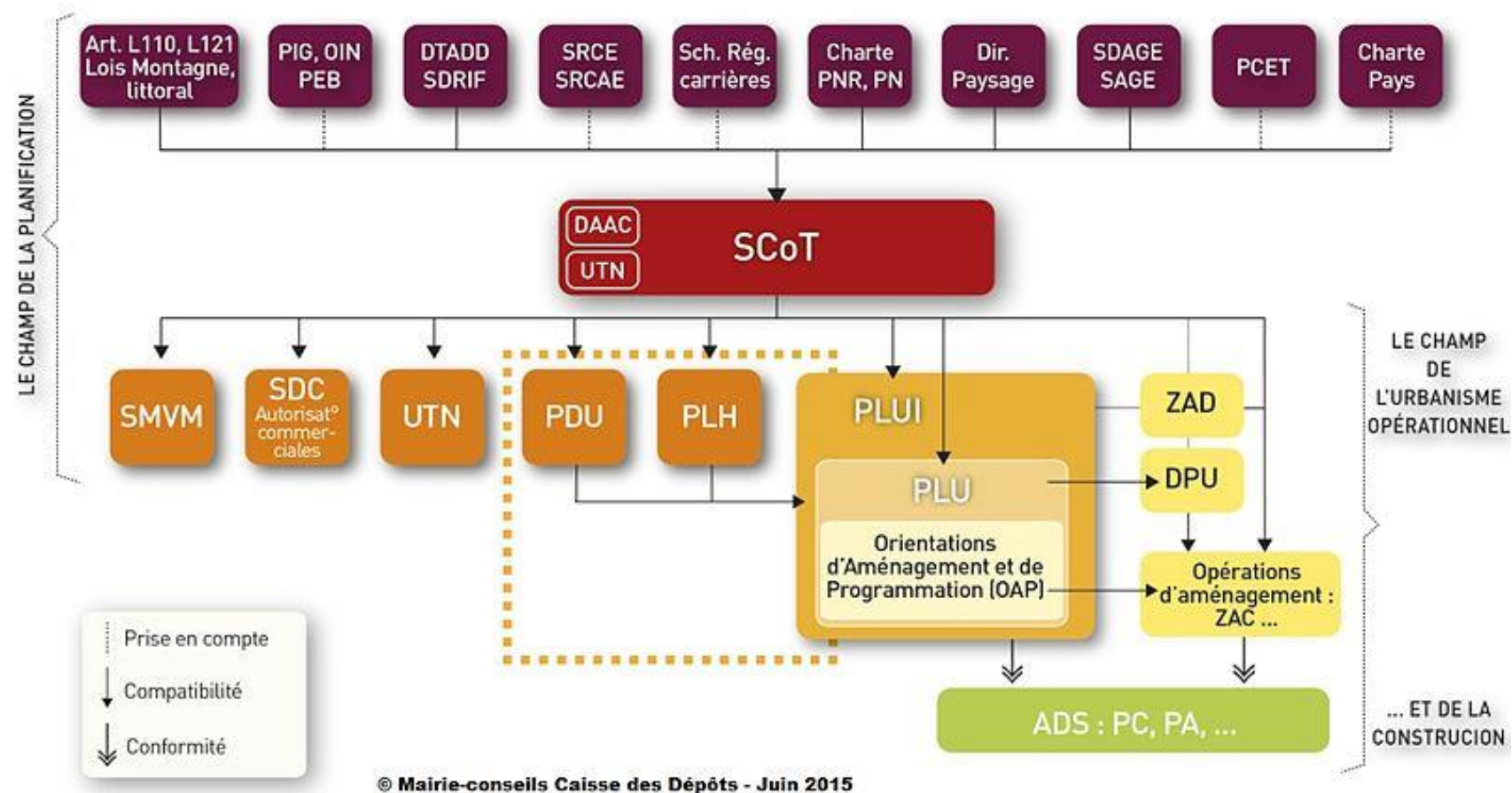
- En matière de compétence, **elles transfèrent à l'intercommunalité la compétence urbanisme**, intégrant l'élaboration, la réalisation, la modification et la révision des documents d'urbanisme. C'est dans ce cadre que le PLU est élaboré à l'échelle intercommunale et porté par la Communauté d'Agglomération.
- En matière de périmètre intercommunal, elles fixent **un nombre de 15000 habitants minimum par intercommunalité** : c'est pourquoi trois intercommunalités ont fusionné en une seule au 1^{er} janvier 2017.



2 CONTEXTE LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE

Le contenu du PLUi et son élaboration sont soumis à un certain nombre de textes de lois et de documents de planification qui constituent une hiérarchie des normes :

La présence d'un SCoT, le SCoT du Grand Clermont, simplifie l'intégration dans le PLUi de cette hiérarchie des normes : le PLUi ne se réfère qu'au SCoT qui lui-même « intègre » les autres dispositions législatives et de planification.



2.1 Contexte législatif national

Les orientations fondamentales de la politique nationale de l'urbanisme constituent le cadre législatif national avec lequel le PLUi devra se conformer. De nombreuses lois cadrent l'élaboration du PLUi : les principes fondamentaux (articles L.101-1 et L.101-2 du code de l'urbanisme), la loi d'Avenir pour l'Agriculture, l'Alimentation et la Forêt, la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte, le projet de loi d'orientation des mobilités, etc. Les principales orientations sont détaillées ci-après.

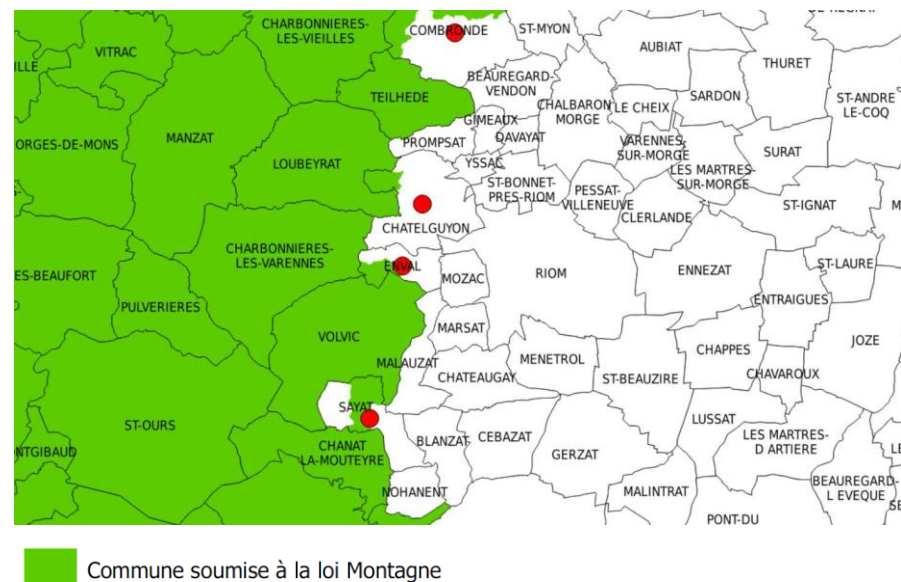
2.1.1 La loi Montagne

La loi Montagne du 9 janvier 1985 fixe les objectifs suivants :

- Réaliser l'urbanisation en continuité avec les bourgs, villages, hameaux et groupes d'habitations ou de constructions traditionnelles existants,
- S'assurer de la compatibilité de la capacité d'accueil des espaces destinés à l'urbanisation avec la préservation des espaces naturels et agricoles,
- Préserver les terres nécessaires au maintien et au développement des activités agricoles, pastorales et forestières,
- Préserver les espaces, paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel et culturel montagnard,
- Encadrer le développement touristique par la réalisation d'unités touristiques nouvelles (UTN),
- Protéger les parties naturelles des rives des plans d'eau.

La loi n° 2016-1888 du 28 décembre 2016 de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne (aussi appelée « loi Montagne II » ou « acte II de la loi Montagne ») a pour objet principal de rappeler la spécificité des territoires de montagne, de manière à lutter contre leur banalisation et leur dissolution dans la notion de « zones rurales ». Elle renforce le droit d'adaptation des politiques publiques aux particularités de ces territoires, pour en faire un instrument concret dans une série de domaines listés, plutôt qu'un objectif programmatique flou. Loin de ne s'intéresser qu'à la « montagne blanche » et aux stations de sports d'hiver, elle comporte des dispositions en faveur de la « montagne verte » et des activités agricoles et forestières, mais aussi de l'environnement. Sur le territoire **cinq communes sont soumises à la loi Montagne** (Charbonnières-les-Varennes,

Pulvérières, Saint-Ours-les-Roches, Chanat-la-Mouteyre et Volvic) et **trois communes sont soumises pour partie** (le village du Bournet à Châtel-Guyon, le village de Beauvaleix à Enval, le village d'Argnat à Sayat).



- commune soumise à la loi montagne pour une partie de son territoire

Les communes soumises à la loi Montagne – Source : Porter à connaissance

2.1.2 La loi Solidarité et Renouvellement urbain

La loi SRU n°2000-1208 du 13 décembre 2000 s'inscrit dans la suite d'un corpus législatif engagé en 1998 légiférant sur les questions relatives à la lutte contre l'exclusion, le développement durable en matière d'aménagement urbain et les modalités de coopération entre communes. La loi vise ainsi des objectifs multiples : favoriser la cohérence des politiques urbaines, poursuivre par la voie législative la politique de la ville, placer les questions de déplacements dans une perspective de développement durable, s'attacher à la question de l'habitat en termes de qualité et de diversité.

Dans la pratique de l'urbanisme réglementaire, la loi SRU a instauré trois changements majeurs :

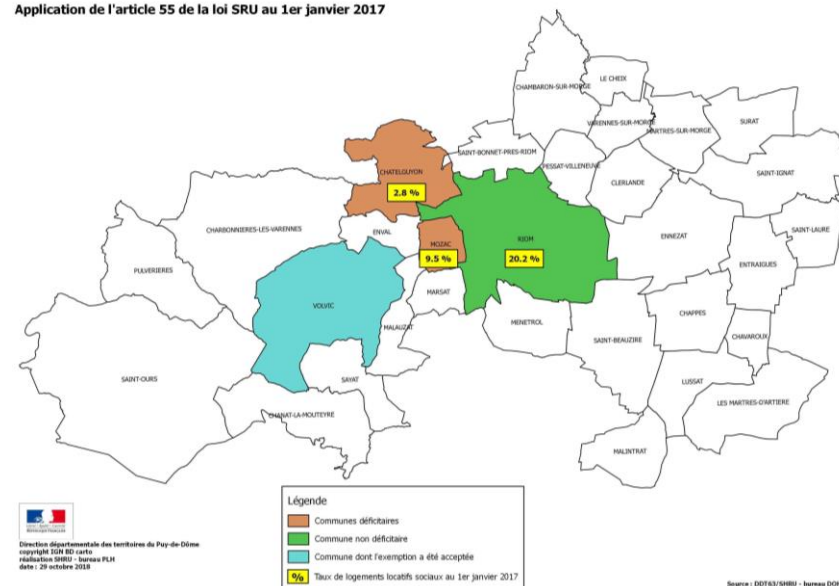
- A l'échelle communale, le **remplacement des anciens Plans d'Occupation des Sols (POS) par les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU)**. Ce nouvel outil mis en place au service des communes comprend un projet d'aménagement et de développement durables (PADD) qui est un document prospectif en matière d'aménagement présentant le projet communal sur le long terme.

- A l'échelle supra communale, le **remplacement des Schémas Directeurs (SD) par les Schémas de Cohérence Territoriale (SCOT)** ;

- En matière de mixité sociale, l'article 55 de la loi fonde l'obligation d'instaurer un pourcentage de **20 % de logements sociaux** dans les communes de plus de 3 500 habitants (1 500 en Île-de-France) comprises dans une agglomération de plus de 50 000 habitants. Le logement social est ainsi considéré à la fois comme un service d'intérêt général et un instrument efficace de la mixité sociale. Ce taux a été augmenté à **25% de logements sociaux** par la loi n°2013-61 du 18 janvier 2013 relative à la mobilisation du foncier public en faveur du logement et au renforcement des obligations de production de logement social, dite Loi Duflot I.

Sur le territoire, quatre communes sont soumises aux obligations de l'article 55 de la loi SRU. Riom remplit ses obligations avec 20,2% de logements sociaux au 1^{er} janvier 2017. Volvic a été exemptée par le décret n° 2017-1810 du 28 décembre 2017. Les deux autres communes, Châtel-Guyon et Mozac, sont déficitaires avec respectivement 2,8% et 9,5% de logement sociaux au 1^{er} janvier 2017 alors qu'elles sont soumises à une obligation de 20% de logements sociaux. Pour atteindre cet objectif d'ici 2031, elles sont soumises à cinq objectifs triennaux. La notification 2018-2019 prévoit la production de 54 logements pour Châtel-Guyon et 18 logements pour Mozac.

Application de l'article 55 de la loi SRU au 1er janvier 2017



Les communes soumises à la loi SRU – Source : Porter à connaissance

2.1.3 Les lois Grenelle I et II

La loi Grenelle I (loi de programmation du 3 août 2009) propose des mesures touchant les secteurs de l'énergie et du bâtiment, des transports, de la biodiversité et des milieux naturels, de la gouvernance, et des risques pour l'environnement et la santé. Du point de vue de la planification urbaine, elle reprend les principaux grands objectifs de la loi SRU en des termes nouveaux. Elle vise ainsi à :

- Lutter contre la régression des surfaces agricoles et naturelles ;
- Lutter contre l'étalement urbain et la déperdition d'énergie, ainsi que permettre la revitalisation des centres-villes ;
- Préserver la biodiversité ;
- Assurer la gestion économe des ressources et de l'espace ;
- Créer un lien entre densité et niveau de desserte par les transports collectifs.

La loi Grenelle II (loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement) formalise les grandes orientations de la loi Grenelle I, en encourageant notamment la réflexion à l'échelle supra-communale, à travers une valorisation des SCoT (Schéma de Cohérence Territoriale). Elle étend par ailleurs le champ de l'évaluation environnementale et réaffirme les objectifs de préservation de la ressource en eau en donnant notamment plus de moyens aux collectivités territoriales.

En termes de protection des espaces et des habitats, la loi Grenelle II met en place une série de mesures :

- Renforcement des plans d'action en faveur de la faune et de la flore sauvage menacée, ainsi que de la protection des sites géologiques ;

- Pour préserver les zones humides particulièrement menacées de disparition, habilitation des Sociétés d'Aménagement Foncier et d'Établissement Rural (SAFER) à acquérir de telles zones humides lorsqu'elles sont sur des terrains agricoles, et des agences de l'eau celles situées sur des terrains non agricoles ;

- Définition de la trame verte et bleue et des Schémas Régionaux de Cohérence Écologique (SRCE), et affirmation d'un objectif de remise en bon état écologique ;

- Mise en place d'un cadre pour toute modification du territoire d'un Parc Naturel Régional (PNR).

Enfin, le texte de la loi prévoit des possibilités en matière de densification : densité minimale de construction, respect de performances énergétiques et environnementales renforcées, respect de critères renforcés en infrastructures et réseaux de communication électronique.

2.1.4 La loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové

La loi ALUR n°2014-366 du 24 mars 2014 a pour objectif de faciliter et d'accroître l'effort de construction de logements, tout en freinant l'artificialisation des sols et en luttant contre l'étalement urbain et ce, à une échelle intercommunale, plus pertinente pour élaborer un projet de territoire cohérent.

La lutte contre l'étalement urbain et la limitation de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers doivent être clairement affichées et recherchées dans le cadre de l'élaboration ou de la révision des documents d'urbanisme (SCOT, PLU...).

2.1.5 La loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République

La loi NOTRe n°2015-991 du 7 août 2015, a été publiée au Journal Officiel du 8 août 2015. Elle constitue le 3^{ème} volet de **la réforme territoriale** après la création des métropoles et le passage à 13 régions métropolitaines. Elle vise à clarifier les compétences des collectivités territoriales et a donc des conséquences sur les compétences en matière d'urbanisme et d'aménagement.

Elle crée les Schémas Régionaux d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET), afin de :

- définir des objectifs en matière d'équilibre et d'égalité des territoires, d'implantation des différentes infrastructures d'intérêt régional, de désenclavement des territoires ruraux, d'habitat, de gestion économe de l'espace, d'intermodalité et de développement des transports, de maîtrise et de valorisation de l'énergie, de lutte contre le changement climatique, de pollution de l'air, de protection et de restauration de la biodiversité, de prévention et de gestion des déchets.

- fixer des règles pour contribuer à atteindre ces objectifs sans méconnaître les compétences de l'État et des autres collectivités territoriales.

2.1.6 La recodification du Livre 1^{er} du code de l'urbanisme

Le décret de recodification du 28 décembre 2015 procède à d'importantes modifications de fond qui portent presque exclusivement sur le contenu des PLU. Les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) en sortent renforcées, le règlement gagne en souplesse et la définition des destinations de construction est profondément modifiée.

La nouvelle architecture simplifiée du règlement s'applique à partir du 1^{er} janvier 2016.

2.1.7 La loi portant Évolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique

La loi ELAN n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 apporte **des évolutions sur le contenu et sur la procédure** d'élaboration du PLUi.

La sécurité juridique des PLU est renforcée en matière d'analyse de la consommation d'espace, en prenant comme référence l'arrêt du projet et non plus l'approbation pour l'analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des 10 dernières années. Des précisions concernant les secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL) sont apportées, la prise en compte de la chaîne de production liée à l'agriculture dans les zones agricoles, naturelles et forestières est renforcée, le lien entre OAP et zones d'aménagement concerté est favorisé.

2.1.8 La loi Biodiversité

La loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages a été adoptée le 8 août 2016, 40 ans après la loi de protection de la nature de 1976.

Cette loi se décline en 8 enjeux :

- Espèce : mieux protéger les espèces et éviter leur disparition
- Patrimoine naturel : valoriser notre patrimoine naturel
- Paysage : reconquérir les paysages
- Ressources naturelles : innover et se développer sans piller les ressources naturelles
- Changement climatique : la biodiversité comme solution pour prévenir et se prémunir du changement climatique
- Croissance verte et bleue : créer les emplois des croissances verte et bleue
- Santé : protéger la santé et stopper les pollutions
- Experts et société civile : experts et société civile pour protéger la nature.

Cette loi modifie, entre autres, la partie relative au PLU dans le code de l'urbanisme. Elle améliore ainsi le cadre de protection des continuités écologiques et modifie celui des espaces boisés classés. Elle instaure aussi l'obligation d'exploiter les toitures des surfaces commerciales en y intégrant des procédés de végétalisation ou de production d'énergie renouvelable. Enfin elle rectifie certaines notions, introduites par la loi ALUR mais omises lors de la recodification du code de l'urbanisme.

2.1.9 La loi d'Orientations des Mobilités

La LOM, publiée au Journal officiel le 26 décembre 2019, vise à simplifier les transports du quotidien et à les rendre moins coûteux et plus propres. Cette loi introduit ainsi de nouveaux objectifs, retranscrit à l'échelle locale dont les PLUi, afin d'encourager l'usage de mode de déplacement doux et d'encadrer la place des véhicules à moteurs. Cet encadrement peut, entre autres, se traduire à travers la réglementation des espaces de stationnement.

2.1.10 La loi Climat et Résilience

La loi portant lutte contre le réchauffement climatique et pour le renforcement de la résilience face à ses effets du 22 août 2021 **modifie de façon notable le droit de l'urbanisme, l'élaboration et le contenu des PLUi.**

La principale disposition porte sur la réduction de la consommation des sols. La loi définit les principes d'artificialisation des sols et de consommation des espaces naturels et agricoles et pose un objectif de **diviser l'artificialisation des sols par deux** à l'échelle du territoire considéré dans les dix années à venir suivant la promulgation de la loi.

Elle institue également le principe de l'élaboration par l'autorité compétente en matière de PLU d'un **rapport triennal consacré à l'artificialisation des sols pratiquée au cours des années précédentes**, présenté en conseil municipal et voté. Les PLUi doivent désormais faire l'objet d'une évaluation tous les 6 ans.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables d'un PLU ne pourra ouvrir de nouvelles zones à l'urbanisation qu'à la condition que les zones urbanisées du territoire n'offrent plus d'espace suffisant. Il ne peut prévoir l'ouverture à l'urbanisation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers que s'il est justifié, au moyen d'une étude de densification des zones déjà urbanisées, que la capacité d'aménager et de construire est déjà mobilisée dans les espaces urbanisés. Pour ce faire, il tient compte de la capacité à mobiliser effectivement les locaux vacants, les friches et les espaces déjà urbanisés pendant la durée comprise entre l'élaboration, la révision ou la modification du plan local d'urbanisme et l'analyse prévue à l'article L. 153-27.

De plus, un audit devra présenter des propositions de travaux permettant d'atteindre une **rénovation énergétique performante**. Par rénovation énergétique performante d'un bâtiment à usage d'habitation est entendue la réalisation de travaux qui veillent à assurer

des conditions satisfaisantes de renouvellement de l'air et permettent le classement du bâtiment en classe A ou B ainsi que l'étude de six postes de travaux de rénovation énergétique. Le contenu de l'audit énergétique sera ultérieurement déterminé dans un arrêté.

Afin d'encourager le **réemploi des friches**, la loi autorise l'autorité, compétente pour délivrer les autorisations d'urbanisme, à permettre aux porteurs de projets, dont les constructions ou travaux visent à permettre le réemploi de friche, de déroger aux règles relatives au gabarit et aux obligations en matière de stationnement.

2.2 Les plans et programmes de portée supra-territoriale

Au-delà du contexte législatif national, de nombreux documents, plans et programmes, de portée supra territoriale (c'est-à-dire supérieurs dans la hiérarchie des normes) viennent cadrer l'élaboration du PLUi. Comme cela a été rappelé plus haut, la présence d'un SCoT, en l'occurrence le SCoT du Grand Clermont, simplifie l'intégration dans le PLUi de cette hiérarchie des normes : le PLUi ne se réfère qu'au SCoT qui lui-même « intègre » les autres dispositions législatives et de planification. Cependant, certains documents n'étant pas encore intégrés au SCoT, le PLUi se doit d'anticiper l'évolution du SCoT et d'intégrer les principales mesures.

2.2.1 Le rapport de compatibilité

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Grand Clermont

Le SCoT est un document d'urbanisme et d'aménagement du territoire instauré le 13 décembre 2000 par la loi SRU. C'est l'outil de conception et de mise en œuvre d'une planification intercommunale. Le Document d'Orientations Générales (DOG) est opposable au PLUi dans un rapport de compatibilité. **Le SCoT a été approuvé le 29 novembre 2011**, et modifié à plusieurs reprises. Un projet de document d'aménagement artisanal et commercial (DAAC) est en cours.

Les orientations du DOG sont :

- Accentuer le développement économique
- Accélérer et diversifier la production de logements
- Développer les déplacements de façon cohérente
- Améliorer l'offre et le maillage en grands équipements culturels et sportifs
- Assurer les emplois agri-alimentaires de demain
- Contribuer à positionner l'Auvergne comme destination touristique
- Rendre compatible le développement urbain avec la préservation de l'environnement
- Protéger, restaurer et valoriser le patrimoine
- Requalifier les entrées d'agglomération

- Reconquérir les espaces de valorisation et de requalification urbaines prioritaires (EVRUP)

Le SCoT fixe des objectifs de production de logements selon les secteurs et selon les types de communes. La production totale sur la période 2011-2030 a été définie à 45 000 logements. Soit une moyenne annuelle de 2 250 logements. 70 % sont dédiés au cœur métropolitain dont font partis Riom, Mozac et Ménérol. 15 % sont réservés aux pôles de vie : Ennezat et Volvic sur le territoire. 15 % aux territoires périurbains.

Le Programme Local de l'Habitat (PLH) de Riom Limagne et Volcans

Le PLH est le document qui encadre la politique habitat pour une durée de 6 ans. Il est co-élaboré avec les acteurs et professionnels de l'habitat et retranscrit les choix politiques aussi bien sur le développement résidentiel, que sur l'amélioration du parc privé ou le développement des logements sociaux. Il doit également prendre en compte tous les publics représentant les habitants du territoire : les jeunes et les seniors, les ménages à faibles ressources, les primo-accédants, les gens du voyage mais aussi les personnes sans domicile fixe. Une fois les orientations fixées, ce programme définit les actions à développer ainsi que les moyens nécessaires à mobiliser pour les mettre en œuvre.

En 2019, Riom Limagne et Volcans dispose de son premier PLH suite à la fusion dont l'arrêt a été voté par le Conseil Communautaire le 18 décembre 2018. Partant d'un diagnostic du territoire et de tous les besoins recensés, un document d'orientation fixe les objectifs et le programme d'actions détaillé, ainsi que les moyens pour sa mise en œuvre sur l'ensemble des communes de Riom Limagne et Volcans.

Le PLH, sur la période 2019-2025, fixe la production de logements à 2 100, soit 350 par an. 280 pour répondre aux flux migratoires et 70 pour les besoins endogènes.

Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) de la région Auvergne Rhône-Alpes

Le SRADDET fixe les objectifs sur le territoire de la région en matière d'équilibre et d'égalité des territoires, d'implantation des différentes infrastructures d'intérêt régional, de désenclavement des territoires ruraux, d'habitat, de gestion économe de l'espace, d'intermodalité et de développement des transports, de maîtrise et de valorisation de

l'énergie, de lutte contre le changement climatique, de pollution de l'air, de protection et de restauration de la biodiversité, de prévention et de gestion des déchets.

Le SRADDET a été approuvé pour la Auvergne-Rhône-Alpes le 10 avril 2020. Il y définit 4 objectifs généraux :

Objectif général 1 : Construire une région qui n'oublie personne

- Objectif stratégique 1 : Garantir un cadre de vie de qualité pour tous
- Objectif stratégique 2 : Offrir les services correspondants aux besoins en matière de numérique, proximité, mobilité, santé, qualité de vie

Objectif général 2 : Développer la région par l'attractivité et les spécificités de ses territoires

- Objectif stratégique 3 : Promouvoir des modèles de développement locaux fondés sur les potentiels et les ressources
- Objectif stratégique 4 : Faire une priorité des territoires en fragilité
- Objectif stratégique 5 : Interconnecter les territoires et développer leur complémentarité

Objectif général 3 : Inscrire le développement régional dans les dynamiques interrégionales, transfrontalières et européennes

- Objectif stratégique 6 : Développer les échanges nationaux source de plus-values pour la région
- Objectif stratégique 7 : Valoriser les dynamiques européennes et transfrontalières et maîtriser leurs impacts sur le territoire régional

Objectif général 4 : Innover pour réussir les transitions (transformations) et mutations

- Objectif stratégique 8 : Faire de la Région un acteur des processus de transition des territoires
- Objectif stratégique 9 : Préparer les territoires aux grandes mutations dans les domaines de la mobilité, de l'énergie, du climat et des usages, en tenant compte des évolutions sociodémographiques et sociétales
- Objectif stratégique 10 : Développer une relation innovante avec les territoires et les acteurs locaux

Outre ces objectifs, le SRADDET a établi un corpus de règles décliné selon 5 thématiques :

- Aménagement du territoire et de la montagne
- Infrastructures de transport, d'intermodalité et de développement des transports
- Climat, air, énergie
- Protection et restauration de la biodiversité
- Prévention et gestion des déchets.

Le PLUi devra veiller à intégrer les règles qui entrent dans son champ d'application.

La Charte du Parc Naturel Régional des Volcans d'Auvergne

Créé en 1977, le PNR des Volcans d'Auvergne recouvre 152 communes. Sur le territoire du PLUi de Riom Limagne et Volcans, 7 communes de l'Ouest du territoire adhèrent au syndicat mixte du Parc : Chanat-la-Mouteyre, Charbonnières les Varennes, Châtel-Guyon, Pulvérières, Saint-Ours, Sayat et Volvic.

La charte des Parc Naturel Régionaux est le contrat qui concrétise le **projet de protection et de développement du territoire concerné pour 12 ans**. Elaborée par les représentants des communes, des Conseils départementaux, du Conseil régional et de l'Etat (qui l'approuve par Décret), elle fixe les objectifs à atteindre et permet d'assurer la cohérence et la coordination des actions menées sur le territoire du Parc.

La charte du Parc Naturel Régional des Volcans d'Auvergne actuellement en vigueur a été adoptée par décret du 19 juin 2013.

La Charte développe un projet de territoire avec trois ambitions :

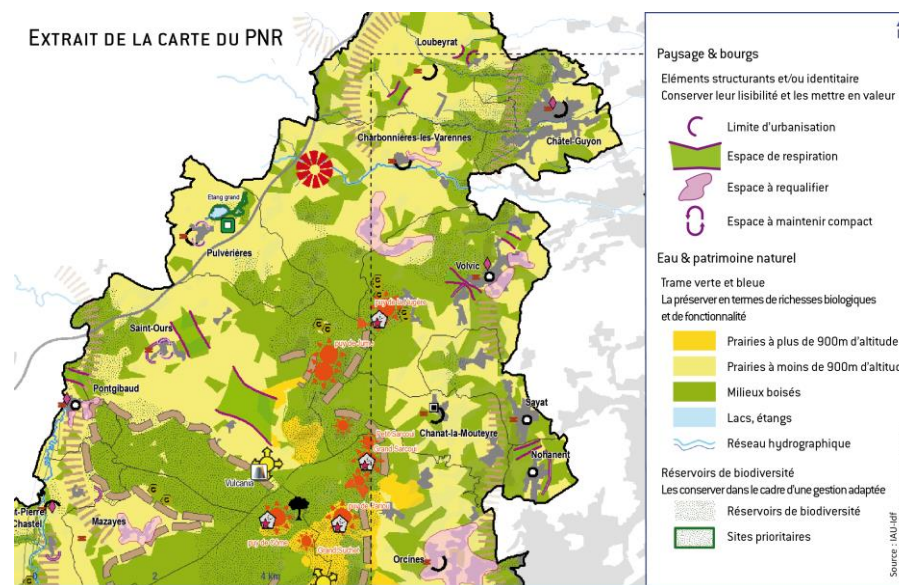
- *Vivre ensemble ici - La cohésion territoriale et sociale inspirée par le caractère patrimonial du PNRVA* : Dynamiser le territoire en développant une culture du partage et de l'accueil autour de ses richesses patrimoniales, qui constituent un bien commun à transmettre, pour aboutir à une solidarité et une attractivité territoriale
- *Penser global - Un cadre de vie exceptionnel conforté par des politiques publiques innovantes et responsables* : Anticiper, organiser, gérer les atouts environnementaux et patrimoniaux du territoire (grands espaces volcaniques, paysage, biodiversité et milieux naturels, ressource en eau, énergie) dans le cadre d'aménagements maîtrisés et de politiques prospectives adaptées

- *Agir local- Une économie entraînée par des activités phares misant respectueusement sur les atouts du territoire*: Stimuler les démarches innovantes, solidaires et soucieuses d'une utilisation pertinente des ressources naturelles et les savoir-faire locaux (agriculture, accueil touristique, sylviculture et filières de valorisation du bois, exploitation des matériaux du sous-sol).

La carte de la charte du PNR identifie un certain nombre d'éléments à prendre en compte dans le PLUi :

- **Des éléments paysagers et de milieux naturels à préserver et mettre en valeur.** La légende spécifie à cette fin de maîtriser les extensions de l'urbanisation.
- **Limite d'urbanisation** : contenir l'urbanisation en deçà de la limite, hormis pour l'exploitation du bâti agricole à examiner au cas par cas
- **Espace de respiration** : à classer/maintenir en zone agricole et/ou naturelle dans les PLU
- **Espace à requalifier** : améliorer sa qualité urbaine
- **Espace à maintenir compact** : privilégier une forme urbaine compacte ou relativement compacte
- **Des espaces de haute qualité écologique** : prairies, milieux boisés, réservoirs de biodiversité. Maintenir les continuités écologiques de ces milieux. Préserver ou restaurer la qualité de ces espaces par un zonage et un règlement adaptés.

La carte page suivante permet de mieux visualiser la localisation de ces différents objectifs.



Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Loire-Bretagne

Le SDAGE Loire-Bretagne approuvé par arrêté du préfet coordonnateur de bassin le 18 novembre 2015. Il fixe pour le bassin Loire-Bretagne **les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau.**

Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Allier Aval et le SAGE Sioule

Le SAGE est un **outil de planification de l'eau à portée réglementaire** qui est opposable à toute personne publique ou privée : les décisions qui interviennent dans le domaine de l'eau doivent être compatibles avec le SAGE, les autres décisions doivent le prendre en compte. La Commission Locale de l'Eau (CLE) est chargée de veiller au respect des décisions du SAGE notamment en formulant des avis sur les dossiers d'autorisation au titre de la Loi sur l'eau.

Le SAGE Allier Aval a été approuvé par arrêté inter-préfectoral le 13 novembre 2015. Le SAGE Sioule a été approuvé par arrêté inter-préfectoral le 5 février 2014. La limite entre les deux

SAGE se situe sur les communes de Charbonnières-les-Varennes, Pulvérières et Saint-Ours-les-Roches.

Le Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) Loire Bretagne

Le PGRI du bassin Loire Bretagne a été approuvé par arrêté du préfet coordonnateur de bassin le 23 novembre 2015. Élaboré par le préfet coordonnateur de bassin pour une période de six ans, il est le document de **planification dans le domaine de la gestion des risques d'inondation** à l'échelle du bassin Loire-Bretagne.

2.2.2 Le rapport de prise en compte

Le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) de Riom Limagne et Volcans

Le PCAET est un projet territorial de développement durable dont la finalité première est **la lutte contre le changement climatique**. C'est un outil obligatoire pour les intercommunalités de plus de 20 000 habitants, qui s'inscrit dans le contexte mondial du changement climatique. Il vise à apporter une réponse locale aux enjeux environnementaux et économiques par la mise en œuvre d'un plan d'actions. Le PCAET de Riom Limagne et Volcans a été arrêté en Conseil Communautaire le 26 mars 2019.

Les actions sont regroupées en 6 thématiques :

- Agir pour le climat dans son logement
- Faire de l'agriculture un pilier du plan climat
- Développer des transports et une mobilité pour tous et pour le climat
- Faire de la transition écologique, un atout pour les entreprises du territoire
- Démontrer l'exemplarité de la Communauté d'Agglomération de Riom Limagne et Volcans
- Aménager le territoire face aux enjeux de demain

Le PLUi va permettre de décliner certaines actions prévues dans le PCAET, en particulier :

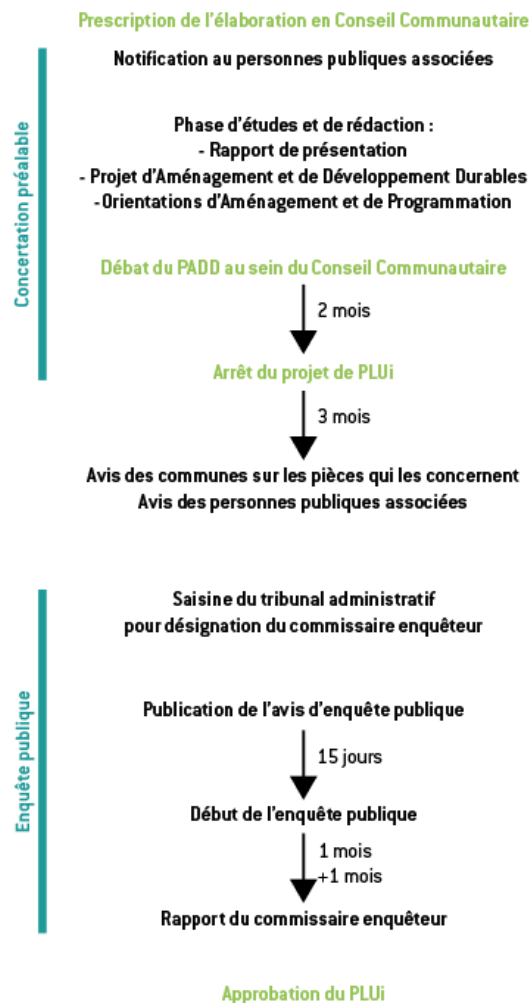
- action 2.3 : réaliser une étude territoriale sur l'usage concerté de l'eau
- action 2.4 : développer les ENR dans les exploitations agricoles
- action 2.5 : créer des zones tampon entre les zones de production et les zones d'habitat et les zones économiques
- action 2.6 : remettre de l'arbre isolé et planter des haies dans les exploitations
- action 2.9 : mettre en œuvre un plan forestier territorial (objectif de stockage de carbone)
- action 2.10 : développer les circuits courts
- actions 3.1 à 3.3 : réaliser un schéma directeur cyclable communautaire et un schéma des mobilités, favoriser les mobilités alternatives à la voiture individuelle sur l'axe Clermont-Riom
- action 6.1 : intégrer les enjeux air/énergie/climat dans le futur PLUi
- action 6.2 : mettre en place des réseaux de chaleur et de récupération
- action 6.6 : redynamiser les centres-bourgs et les cœurs de ville
- action 6.7 : mettre en place des solutions de lutte contre les îlots de chaleur urbains
- action 6.8 : récupérer les eaux de pluie et limiter l'imperméabilisation des sols

Le Schéma Régional des Carrières du Puy-de-Dôme

Approuvé le 30 juin 2014, il fait des préconisations concernant **une exploitation économe des gisements et une utilisation économe des matières premières**, une implantation des carrières proche des centres de consommation, permettant de limiter les nuisances dues au transport, une prise en compte de la biodiversité, une insertion paysagère de l'exploitation.

3 L'ELABORATION DU PLUI

3.1 La procédure d'élaboration



3.2 La composition du dossier de PLUi

Le PLUi comprend plusieurs documents :

- **Le rapport de présentation** qui expose le diagnostic, détermine les capacités de densification, présente l'analyse de l'état initial de l'environnement, dégage les choix retenus pour établir le Projet d'Aménagement et de Développement Durables, justifie la déclinaison de ce projet dans les documents réglementaires et évalue les incidences des orientations du PLU ;
- **Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)** qui définit le plan de développement stratégique du territoire à 10 ans. Les grandes lignes du projet sont déclinées sur certains secteurs de projet au travers des **Orientations d'Aménagement et de Programmation** ;
- **Les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)** comprennent, en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durables, des dispositions portant sur l'aménagement, l'habitat, les transports et les déplacements.
- **Le règlement et le plan de zonage** qui délimitent les zones urbaines, à urbaniser, agricoles et les zones naturelles et forestières et fixent des règles d'utilisation du sol pour chacune d'elles ;
- **Les annexes** regroupant les documents techniques concernant notamment les annexes sanitaires et réseaux publics, les servitudes d'utilité publique, les contraintes et la liste des emplacements réservés.

Seuls le règlement et le plan de zonage ont un caractère réglementaire opposable aux tiers dans un rapport de stricte conformité. Les OAP sont quant à elles opposables aux tiers, dans un rapport de compatibilité. En ce sens, tout projet doit respecter l'esprit des OAP.